

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ESSONNE

3ème CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

(1er tour de scrutin)



Roger TAGAND

Docteur en Droit, diplômé
Institut d'Études Politiques
Juriste à Air France
Chargé d'enseignement à
L'Université de Paris

RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

R.P.R.



MARC COTTAZ
SUPPLEANT

Ingénieur au Commissariat
à l'Énergie Atomique

CANDIDAT D'UNION DE LA MAJORITÉ

Roger TAGAND

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le **Rassemblement pour la République** et son président **Jacques Chirac** m'ont demandé de me présenter à vos suffrages lors des prochaines élections législatives de Mars 1978.

Pour la première fois dans notre histoire, il ne s'agira plus pour vous d'exprimer une préférence entre des hommes décidés à accepter les règles d'un système libéral mais de décider d'un choix de sociétés fondamentalement différentes. On vous demande, soyez-en persuadé, d'opter entre un régime de liberté et un régime marxiste socialo-communiste.

Or ces régimes, et vous le savez par l'histoire et l'actualité, n'offrent que des **billets «aller»** mais jamais de **billets «retour»** ; ils sont irréversibles pour ceux qui ont eu le malheur de les choisir ou de les subir (Tchécoslovaquie, Hongrie et tant d'autres pays).

Réfléchissez et jugez, en toute sérénité, les promesses mirifiques des partis communiste et socialiste. Croyez-vous qu'il puisse y avoir un «socialisme à la française» avec le programme collectiviste préconisé par François Mitterrand et rejeté par tous les partis sociaux-démocrates européens ? «Changer la vie», disent les socialistes, mais dans quel sens ? Celui de l'inflation galopante, de la pénurie, de l'emprise totale de l'État sur les citoyens ?

Avez-vous réfléchi à ce que serait la vie politique en France si le Parti Socialiste triomphait ? Où serait l'indépendance d'un gouvernement placé en otage sous la surveillance étroite du Parti Communiste ? Où serait la réalité du pouvoir, sinon dans la rue, sous le contrôle de syndicats révolutionnaires.

En vérité, les processus marxistes qui sont ceux du programme socialiste et du programme communiste -c'est la même chose à peu près- et du Programme Commun actualisé ou non, ne sont pas des processus nouveaux.

Ce sont des processus bien connus depuis longtemps, on les a vus mis en œuvre dans quantité de pays.

Or, les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Par conséquent, il n'y a aucune espèce de raison pour que l'on croie le Parti Socialiste lorsqu'il nous explique qu'en France, cela ne se passera pas comme ailleurs, qu'il y aura un socialisme à visage humain.

Ouvrant de toutes ses forces pour l'union de la majorité, le R.P.R. est seul capable en s'appuyant sur les forces vives du pays :

- de s'opposer à la coalition socialo-marxiste
- de défendre la liberté
- de promouvoir les réformes nécessaires à l'évolution de notre société

L'espoir et le combat pour une société encore plus juste et plus humaine ne sont pas incarnés par le Parti Communiste et par le Parti Socialiste, mais par le vaste rassemblement populaire des Français de toutes origines sociales constitué à l'appel de Jacques Chirac pour surmonter les défis de notre temps.

Progrès économique : Dire «*non au chômage*», en consacrant le Droit au travail proclamé par la Constitution :

- par une forte reprise de la *croissance économique* (de l'ordre de 5 à 6 % par an) orientée vers les investissements productifs
- par une *politique offensive* pour nos exportations
- par une *cure de liberté* pour nos entreprises
- par une *relance véritable*, non démagogique
- par un retour à une *planification souple* pour éviter l'inflation

Promotion sociale :

- par la mise en œuvre de la *Participation* dans l'entreprise et dans la Cité, par la mise en place d'une *démocratie du quotidien* faisant appel au sens des responsabilités de chacun
- par une *solidarité renforcée*, notamment à l'égard de la famille, des personnes âgées et des plus défavorisés
- par une *refonte du système fiscal*.

Protection de notre société :

- par la *défense de la démocratie*, des *droits de l'Homme* et du *Citoyen*, des *institutions de la Ve République* ;
- par la restauration, sur l'administration et la technocratie, de l'autorité qui appartient au seul *pouvoir politique*,
- par la *défense de la sécurité des Français*, en faisant respecter la loi républicaine et en punissant sévèrement les coupables.

Je m'engage, si vous m'accordez vos suffrages, à soutenir fermement l'action du **R.P.R.** et de son président **Jacques Chirac**, pour assurer et défendre votre niveau de vie, votre emploi, votre dignité ainsi que l'indépendance de notre pays.

Je compte sur votre soutien, dans ce combat décisif pour la **Victoire de la Liberté**, que je mènerai sans faiblir.

vu le Candidat